



## Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Transport et mobilités actives

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-Pierre RICO, Isabelle TOUZARD

# **Transport et mobilités actives - Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Convention de compensation tarifaire des déplacements urbains sur le réseau de Montpellier Méditerranée Métropole réalisés par les abonnés "libre circulation" (ex Zazimut) en juillet et août 2019 - Autorisation de signature**

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

En 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a transféré sa compétence en matière de transport scolaire au Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) lors de sa création par délibération du Conseil communautaire du 27 juin 2003.

Dans le cadre de la politique tarifaire du SMTCH en faveur des scolaires, l'abonnement scolaire « Libre-circulation » (ex-Zazimut) a été mis en place et offre à ses titulaires la libre-circulation sur les réseaux de transport urbain (en sus du réseau interurbain), en période scolaire et hors vacances d'été.

Pour favoriser la mobilité de ce public et dans le cadre de la politique jeunesse de la Région Occitanie, l'abonnement scolaire « Libre-circulation » est prolongé depuis plusieurs années pour les mois de juillet et août, sans surcoût pour les scolaires. Le SMTCH a donc adopté lors de sa séance du 30 mars 2018, en accord avec Montpellier Méditerranée Métropole, la reconduction annuelle de validité de l'abonnement scolaire « Libre-circulation » pendant les vacances scolaires d'été. Pour l'année 2019, la période de validité s'étendait du 7 juillet au 1<sup>er</sup> septembre.

Une convention, qui prévoit les modalités de la compensation financière versée par le SMTCH à Montpellier Méditerranée Métropole pour les déplacements réalisés sur le réseau TaM par les abonnés scolaires « Libre-circulation » durant cette période, doit par conséquent être signée.

Ainsi, la compensation versée à Montpellier Méditerranée Métropole est calculée sur la base du tarif unitaire réel 2018 (RUR recette urbaine unitaire = 1,0364 € TTC le déplacement) et du nombre de déplacements des abonnés scolaires « Libre circulation », enregistrés par les valideurs TaM pour les mois de juillet et août 2019.

Pour l'exercice 2019, cette compensation s'élève à 32 017,51 € TTC pour 30 893 déplacements enregistrés.

La délibération, prise par le SMTCH en mars 2018, précise que les réseaux urbains partenaires peuvent choisir ou non de reconduire le dispositif d'année en année.

Afin de maintenir des conditions de mobilité favorables pour les scolaires pendant la période estivale, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite reconduire le même dispositif pour l'année 2020.

## **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver le projet de convention entre le SMTCH et la Métropole pour l'exercice 2019, portant sur la compensation financière des déplacements réalisés par les abonnés scolaires « Libre-circulation » du 7 juillet au 1<sup>er</sup> septembre 2019 sur le réseau TaM ;
- de dire que la recette est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 938 ;
- d'autoriser la reconduction du dispositif pour l'année 2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Christian ASSAF, M. Renaud CALVAT, Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-135080-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention\_Zazimut\_ete\_2019\_SMTCH\_3M1594801197297.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.